

POLITIK

GESTION PUBLIQUE

L'efficacité est-elle une valeur de gauche ?

Alejandro Marx

L'efficacité est une valeur affirmée par la droite, en particulier par l'entrepreneur Elon Musk. Certains intellectuels de gauche veulent désormais s'en emparer à leur tour. Au risque de se renier ?

En 2025 fut publié le livre « Abundance » des journalistes américains Ezra Klein et Derek Thompson. Dans cet ouvrage, les auteurs soutiennent l'idée que, pour choisir librement son futur, la société doit construire et inventer ce qui est nécessaire. Elle doit également permettre la décarbonation de l'économie pour éviter les conséquences du changement climatique. L'inefficacité de l'État verrait les citoyens soutenir les populistes promettant l'efficacité par l'autocratie. Les mouvements progressistes devraient travailler à augmenter la production de biens qui permettent aux gens de vivre dignement. Cela serait un retour à une plus ancienne tradition de la pensée de gauche. En effet, Karl Marx et Friedrich Engels reconnaissaient le capitalisme comme supérieur au féodalisme pour augmenter la production de biens. Ils ne voulaient pas la fin de cette révolution de la production, mais son accélération.

Les démocrates américains ont habituellement tendance à offrir des subventions pour tenter de contrer l'effet de la rareté des biens et des infrastructures. Mais cela a pour impact d'augmenter les prix. L'expansion des normes environnementales à travers les tribunaux a par ailleurs permis de protéger les personnes, mais elle a aussi eu des évolutions non désirées. Selon Ezra Klein et Derek Thomson, citant les travaux du juriste Nicholas Bagley, la légitimité de l'État passe désormais par l'application de ces normes plutôt que par sa capacité à construire les infrastructures et logements nécessaires à la croissance et à la mobilité sociale des citoyens. Pour illustrer leur propos, ils citent les procédures judiciaires engagées par les républicains pour saboter l'action de l'État ou encore le projet d'un train à grande vitesse en Californie, qui se caractérise par une dépendance aux consultants privés et des délais à rallonge. La capacité étatique est ainsi entravée dans l'accomplissement de ses objectifs. Le juriste Robert Kagan souligne également que la méfiance des Américains envers l'État voit les tribunaux prendre le rôle qui est dévolu à des bureaucraties centralisées en Europe de l'Ouest.

Dans la revue française « Grand Continent », l'inspecteur des finances français Alexandre Pointier a publié un « Manifeste pour un DOGE de gauche », revendiquant le nom de l'organisation d'Elon Musk et la tronçonneuse du président argentin et anarcho-capitaliste Javier Milei à côté de la faucille. Cependant, Pointier souligne qu'à la différence des États-Unis, les pays européens ont des États-providence plus denses. Il ajoute que les travaux du sociologue Pierre Rosanvallon ont montré comment la défiance envers les institutions s'est nourrie de la perception d'un État et d'une Europe devenus opaques et impuissants. En France, malgré l'attachement des citoyens aux services publics, ces derniers sont jugés en déclin et au fonctionnement inégal et complexe.

Un État qui fonctionne serait synonyme d'équité selon Pointier. Sur ce point, il se rapproche de l'idée de capacité étatique défendue par Ezra Klein et Derek Thompson. Il critique la gauche européenne qui se concentre sur un discours mêlant taxation des hauts revenus et des grandes entreprises, ainsi que sur l'augmentation des prestations sociales. Elle laisserait en angle mort l'expérience par les citoyens des services publics, fragilisant la légitimité des États-providence.

Maximiser l'utilité sociale

Pointier définit un DOGE progressiste où l'efficacité ne serait pas synonyme de retrait décidé par l'austérité technocratique, mais d'une réallocation stratégique pour maximiser l'utilité sociale de chaque euro public. Il cite le sociologue Max Weber : « Si la rationalité bureaucratique n'est pas orientée par une finalité politique claire, elle devient purement procédurale. » Pointier continue en soulignant que, sans perspectives claires et des parcours professionnels adaptés pour les agents publics, la réforme risquerait de n'être perçue que comme un nouvel épisode d'austérité managériale. Il se défend que ses propositions seraient du « New Public Management », l'approche politique des années 1990 qui voulait appliquer au secteur public les méthodes du secteur privé. Le réinvestissement politique de l'audit, de l'évaluation et de la performance devrait leur éviter d'être réduits à une seule logique comptable d'austérité.

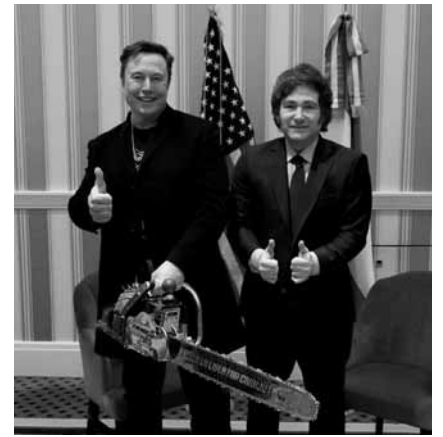
Le clivage ne se situe pas entre efficacité et solidarité, mais entre usage technocratique pour couper à l'aveugle et usage démocratique pour rendre l'État plus juste, plus lisible et plus puissant là où il est attendu. Cependant, on trouve là la limite du manifeste de Pointier qui semble privilégier la perception des réformes par les usagers et les agents publics plutôt qu'une transformation du secteur public différente de celle préconisée par le néolibéralisme. L'émergence de l'anarcho-capitalisme de Milei ferait-elle passer le néo-libéralisme pour une idéologie de gauche ? Les propos deviennent plus clairs quand il écrit que le DOGE progressiste aurait comme effet collatéral de renforcer le consentement à l'impôt des plus riches, sur le modèle du « high tax, high trust » des pays nordiques. Pointier ne semble pas croire que les plus riches cherchent avant tout à éviter l'impôt pour protéger leurs fortunes personnelles.

L'inspecteur des finances finit son manifeste par un appel à penser le projet à l'échelle européenne. L'Union européenne devrait devenir un outil commun d'évaluation, de coordination et de transparence capable de mesurer l'impact réel des politiques publiques financées par les fonds communautaires selon un critère unique : l'amélioration concrète de la vie des citoyens européens.

En mars 2026, le think tank britannique Verdant, proche des Verts, écrit qu'il est possible et essentiel pour les progressistes de reprendre la valeur de l'efficacité. Son rapport « Waste not » propose des pistes au gouvernement britannique pour faire des économies budgétaires et soutenir les services publics. Le rapport critique clairement le DOGE d'Elon Musk. Malgré les promesses de trouver des économies à hauteur de 2.000 milliards de dollars, le DOGE a économisé seulement 200 milliards de dollars. À peine 5 % de cette somme seraient de véritables économies. Pour le think tank, cela montre que la définition idéologique du gaspillage, plutôt que la réduction des dépenses inefficaces, mène à l'échec.

Le Luxembourg et les Big Four

L'évasion fiscale, l'externalisation des services publics et la fraude sont les principales sources du gaspillage bud-



Elon Musk et Javier Milei en janvier 2025, dans le Maryland : la tronçonneuse symbolise l'usage technocratique consistant à couper à l'aveugle dans les budgets. Il s'oppose à un usage démocratique, promu par des penseurs de gauche, pour rendre l'État plus juste, plus lisible et plus puissant.

gétaire. Pour remédier à cela, Verdant propose de créer un poste de Chief Saving Officer chargé de trouver de réelles économies au sein des départements de l'État britannique. Ce poste serait indépendant du ministère des Finances pour éviter les tensions avec les autres ministères. L'État créerait un cabinet public de consultants qui offrirait ses compétences au service public. Finalement, les appels d'offres, en particulier dans le secteur de la défense et de l'informatique, devraient être compétitifs par défaut.

Le rapport conclut en soulignant que l'idée d'efficacité a été trop souvent utilisée par les partisans des privatisations et du marché libre. Les usagers ont par conséquent vu le prix des services de base augmenter, tandis que ces services perdaient en efficacité. Le rapport se termine en décrivant la politique de Zohran Mamdani pour financer l'élargissement des services publics. Si le maire de New York a créé un poste de Chief Saving Officer dans chaque agence communale, il compte aussi sur l'augmentation de l'impôt des hauts revenus et des grandes entreprises. Cela sera-t-il suffisant pour financer les services publics et garder un budget communal à l'équilibre ?

Au Luxembourg, l'enquête « Hospital Secrets » publiée par le « Wort » au printemps dernier a révélé des pratiques comptables peu transparentes dans le secteur hospitalier. En juin dernier, la société Lux-Airport attaque en justice les entreprises en charge de la rénovation de la piste de l'aéroport suite à la découverte de fissures. Dans une interview accordée au « Lëtzerbuerger Land » le 3 juillet, l'ancien inspecteur des finances Jeannot Waringo critique, de son côté, le coût pour l'État luxembourgeois des cabinets des Big Four dont l'objectif est de maximiser leurs profits. L'affaire du Musée des sports d'Esch-sur-Alzette trouve en partie son origine dans l'absence d'un appel d'offres public. Une nouvelle idée de l'efficacité serait-elle une solution ?